



**PRÉFET
DE LA GIRONDE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement de
Nouvelle-Aquitaine**

Unité départementale de la Gironde
Cité administrative
2, rue Jules Ferry
BP 55
33200 Bordeaux

Bordeaux, le 26/03/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 11/03/2026

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

GROUPE NAU (ex CIC)

1 Impasse des Grives
33750 Beychac-Et-Caillau

Références : 26_UD33_CRA_0265
Code AIOT : 0005205783

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 11/03/2026 dans l'établissement GROUPE NAU (ex CIC) implanté 1 Impasse des Grives 33750 Beychac-et-Caillau. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite de contrôle s'inscrit dans le cadre d'une opération régionale coordonnée de l'inspection des installations classées et porte sur les produits chimiques présents dans l'installation.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- GROUPE NAU (ex CIC)

- 1 Impasse des Grives 33750 Beychac-et-Caillau
- Code AIOT : 0005205783
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas
- IED : Non

Le site de Beychac-et-Caillau a été construit en 2003 puis agrandi en 2007. En 2016, deux zones de stockage extérieures ont été aménagées afin d'améliorer les conditions de stockage des piquets bois et fer ainsi que des engrais.

En 2018, les Établissements GROUPE NAU ont acquis le site auprès du groupe ACTURA. Depuis le 3 mars 2025, le GROUPE NAU regroupe ses deux sites sous une même entité juridique.

L'établissement GROUPE NAU de Beychac-et-Caillau exerce une activité de négoce de produits phytosanitaires, d'engrais et de matériels de palissage destinés aux professionnels de l'agriculture et des espaces verts. Cette activité est encadrée par l'arrêté préfectoral n°15589 du 4 juillet 2005, modifié par les arrêtés complémentaires des 6 octobre 2014, 24 mai 2017 et 31 juillet 2023.

Contexte de l'inspection :

- Inspection généraliste produits chimiques

Thèmes de l'inspection :

- AR - 3
- REACH

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
3	Capacités de rétention des produits chimiques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-I	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	1 mois
4	Produits incompatibles et réservoirs associés à des rétentions	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-II	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Fiche de données de sécurité (FDS)	Règlement européen du 18/12/2006, article 31, 35,	Sans objet
2	Mesures de maîtrise des Risques	Règlement européen du 18/12/2006, article 37.5	Sans objet
5	Etat des stocks	Arrêté Ministériel du 04/10/2010,	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	de produits chimiques	article 49	

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les fiches de données de sécurité sont disponibles, avec un accès assuré pour les travailleurs. L'exploitant indique avoir mis en place des mesures de prévention pour le stockage du produit « NITRIPLANT », qui paraissent globalement appropriées.

Des points de vérification complémentaires sont toutefois attendus, notamment s'agissant de la capacité de rétention, une hauteur de seuil ayant été ponctuellement mesurée à 0,195 m, soit légèrement inférieure à la valeur prévue de 0,20 m, ainsi que de l'adéquation du dispositif de confinement des eaux d'extinction.

En outre, la présence de produits potentiellement incompatibles (corrosifs et liquides inflammables) au sein d'une même rétention pourrait constituer une situation de non-conformité, appelant, le cas échéant, des éléments de justification ou des mesures de mise en conformité.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Fiche de données de sécurité (FDS)

Référence réglementaire : Règlement européen du 18/12/2006, article 31, 35,
Thème(s) : Produits chimiques, Mise à disposition des FDS
Prescription contrôlée : Article 31 ;Le fournisseur d'une substance ou d'une préparation fournit au destinataire de la substance ou de la préparation dangereuse une fiche de données de sécurité. Article 35 : Les employeurs donnent à leurs travailleurs et aux représentants de ceux-ci accès aux informations transmises dans la fiche de données de sécurité et portant sur les substances ou les préparations que ces travailleurs utilisent ou auxquelles ils peuvent être exposés dans le cadre de leur travail.
Constats : Il a été constaté que les fiches de données de sécurité (FDS) des produits stockés sur l'installation sont mises à disposition des travailleurs, notamment via l'application PhytoScan pour les abonnés, laquelle centralise les informations réglementaires et permet l'accès à des FDS actualisées. Pour les non-abonnés, ces documents sont également disponibles en version numérique sur le serveur interne. Lors de l'inspection, l'Inspection des installations classées (IIC) a procédé à une vérification par sondage de la présence de certaines FDS dans l'application, en particulier celles relatives aux produits « NITRIPLANT » (date de révision : 21 février 2019) avec la mention de danger toxique, corrosif et « DÉSOGERME MICROSECT P150 » (date de révision : 15 juillet 2020).
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant veille à ce que l'ensemble des fiches de données sécurité (FDS) détenues est à jour conformément aux dispositions du règlement REACH (CE) n°1907/2006 et de ses textes d'application.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Mesures de maîtrise des Risques

Référence réglementaire : Règlement européen du 18/12/2006, article 37.5
Thème(s) : Produits chimiques, Mesures de maîtrise des risques et conditions opérationnelles
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Tout utilisateur en aval identifie, met en œuvre et, le cas échéant, recommande des mesures appropriées visant à assurer une maîtrise valable des risques identifiés.....dans la ou les fiches de données de sécurité qui lui ont été transmises ;</p> <p>Constats :</p> <p>L'inspection a examiné plus particulièrement la fiche de données de sécurité (FDS) du produit « NITRIPLANT ». L'exploitant a déclaré avoir pris en compte les risques identifiés et a mis en place des mesures adaptées : présence de moyens d'extinction appropriés (Canon à mousse haut foisonnement, extincteurs), mise à disposition d'équipements de protection individuelle (EPI) adaptés pour les opérateurs (gant, masque, chaussure, lunette, combinaison...), Rétention commune sous chaque cellule, formée par des seuils surélevés de 0,20 m de hauteur, un kit antipollution est disponible notamment entre les cellules C2 et C3 afin de permettre une intervention rapide en cas de déversement accidentel.</p> <p>Lors de la visite terrain, le stockage du produit « NITRIPLANT », situé dans la cellule C2, est associé à une rétention commune avec d'autres produits corrosifs et toxiques. Toutefois, l'inspection a mesuré les seuils de la cellule concernée (C2). Il a été relevé une hauteur réelle de 0,195 m. <u>Ce point est détaillé dans la fiche de constats n°3 ci-dessous.</u></p> <p>Concernant la gestion des déchets, l'exploitant a indiqué que les produits périmés ou non utilisés (PPNU), ainsi que les produits rapportés par les clients, sont collectés annuellement par la société ADIVALOR, organisme spécialisé dans la collecte et la valorisation des produits chimiques usagés.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Capacités de rétention des produits chimiques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-I
Thème(s) : Risques chroniques, Rétention
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Art 25 - I Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 100 % de la capacité du plus grand réservoir « ou récipient associé » ; - 50 % de la capacité totale des réservoirs associés « ou récipients associés ». <p>Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires.</p>

<p>Pour les stockages de récipients mobiles de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :</p> <ul style="list-style-type: none"> - dans le cas de liquides inflammables ou de liquides combustibles de point éclair compris entre 60° C et 93° C, 50 % de la capacité totale des « récipients » ; - dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des « récipients » ; - dans tous les cas, 800 litres au minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-ci est inférieure à 800 litres.
<p>Constats :</p> <p>Lors de la visite, des mesures ponctuelles réalisées dans les cellules C2 et C3, disposant chacune d'une rétention commune mais indépendantes l'une de l'autre, ont mis en évidence des hauteurs de seuil légèrement inférieures à la valeur attendue de 0,20 m, avec plusieurs valeurs relevées à 0,195 m. Ces relevés, non exhaustifs, ne permettent pas d'identifier la hauteur minimale réellement présente dans chaque cellule.</p> <p>Il est rappelé que ces rétentions communes assurent également une partie du confinement des eaux d'extinction incendie et qu'elles font l'objet d'une étude de dimensionnement du volume de confinement nécessaire réalisée par SOCOTEC. En l'absence de vérification exhaustive, il ne peut être confirmé à ce stade que les capacités de rétention, incluant le confinement des eaux d'extinction incendie, sont suffisantes sur l'ensemble des cellules concernées.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il est demandé, sous 1 mois, à l'exploitant de justifier que les capacités de rétention des cellules C2 et C3 sont suffisantes, en tenant compte de la hauteur minimale réelle des seuils. La valeur de 0,195 m mesurée lors de l'inspection étant ponctuelle, il conviendra de vérifier l'absence de points plus défavorables et de faire la démonstration sur la hauteur minimale effectivement constatée dans chaque cellule.</p> <p>L'exploitant devra également démontrer que le dispositif de confinement des eaux d'extinction incendie est suffisant à l'échelle de l'ensemble des cellules concernées, ou, le cas échéant, proposer les mesures correctives nécessaires.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>

N° 4 : Produits incompatibles et réservoirs associés à des rétentions

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-II</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Rétention</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention.</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de la visite des cellules C2 et C3, chacune disposant d'une rétention commune, l'inspection a</p>

<p>constaté que des produits présentant des dangers incompatibles étaient stockés dans les deux cellules. À titre d'exemple, il s'agissait de APAVEQ / TURRET 90 (corrosif, risques pour la santé et l'environnement) et d'un colis UN 1993 (classe 3 ADR) (liquide inflammable).</p> <p>Selon l'exploitant, les produits incompatibles sont censés être stockés dans des cellules distinctes, afin d'éviter tout contact possible, point abordé avant la visite terrain.</p> <p>Pour rappel, la présence conjointe de produits corrosifs et de liquides inflammables dans une même rétention augmente les risques en cas de sinistre (dégradation des contenants et propagation d'incendie notamment).</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il est demandé à l'exploitant, sous un délai d'un mois, de justifier la compatibilité du stockage, de préciser, le cas échéant, les mesures de prévention et de protection appropriées mises en œuvre et de démontrer que le dispositif de rétention est adapté.</p> <p>À défaut de justification satisfaisante, l'exploitant devra mettre en œuvre sans délai les mesures correctives nécessaires, notamment la séparation effective des liquides inflammables et des produits corrosifs et l'adaptation des dispositifs de rétention afin de limiter les risques en cas de sinistre.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>

N° 5 : Etat des stocks de produits chimiques

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Etat des stocks</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant dispose d'un fichier recensant l'ensemble des matières stockées sur le site GROUPE NAU, y compris les matières combustibles non dangereuses. L'état des stocks est mis à jour quotidiennement par le logiciel ATYS, qui permet d'identifier pour chaque produit sa rubrique ICPE, sa référence, sa quantité et son poids brut, et dont le suivi est consultable à distance.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>